

Unanimité des pays francophones au sommet de l'île Maurice pour réclamer « l'exception culturelle »

« Les créations de l'esprit ne peuvent être assimilées à de simples marchandises », réaffirme François Mitterrand

PORT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Avec les discours roboratifs et engagés de M. Boutros-Ghali et de M. Mitterrand en faveur de la francophonie on est enfin sorti du « ronron », des propos convenus, et surtout des petites querelles québéco-canadiennes, canado-françaises ou zaïro-belges auxquelles n'avaient pas échappé les quatre précédents sommets et dont on avait encore respiré ici quelques relents, du moins pour les deux premières.

« A quelque chose GATT est bon ! », a-t-on entendu dire, aussi bien parmi diverses délégations que chez les nombreux militants mauriciens de la francophonie. Les propos tant du président français que du secrétaire général de l'ONU ont procuré l'effet d'une agréable douche fraîche : « On peut cesser de regarder la langue française comme un monument de marbre et désormais l'envisager plutôt comme un fleuve de vie argent ! », a estimé la Mauricienne Sbiriu Aumeeruddy-Cziffra, présidente du Conseil permanent de la francophonie.

Le ministre français de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, avait certes indiqué à l'avance que la France mettrait sur le tapis, à Maurice, « l'exception culturelle », c'est-à-dire la volonté de Paris de faire échapper les productions culturelles aux négociations sur le commerce mondial. Mais peu de participants s'attendaient à voir

François Mitterrand exposer d'entrée de jeu, lui-même - et avec quelle vigoureuse netteté ! -, tous les détails de ce dossier. La résolution adoptée à l'unanimité est extrêmement claire : Paris et la quarantaine d'Etats formant la francophonie n'accepteront pas la proposition visant à inclure les activités culturelles dans le champ du GATT. Le « grain de sable francophone » va donc tenter d'enrayer le processus soutenu par les Etats-Unis et tendant à soumettre au même régime d'échanges commerce de l'esprit et commerce tout court.

« Il serait désastreux, a souligné dans son intervention le chef de l'Etat français, d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique. Ce que les régimes totalitaires, finalement, n'ont pas réussi à faire, les lois de l'argent alliées aux forces des techniques vont-elles y parvenir ? Les créations de l'esprit ne peuvent être assimilées à de simples marchandises, cela a été répété, martelé sur bien des tribunes par les représentants qualifiés du gouvernement français. Ils ont eu raison de le faire. (...) »

M. Mitterrand, non sans une once de condescendance, s'est même offert le luxe d'exprimer sa « peine » devant les déclarations de « l'estimable » président Clinton, hostile à l'exception culturelle. Après tout celle-ci, ainsi que l'a rappelé « Chacha Mitterrand » - « Tonton Mitterrand » dans l'une des langues indiennes de l'île, - était universellement

acceptée depuis 1947 et les Canadiens en ont obtenu le bénéfice lors du récent traité d'échanges nord-américain. « Alors pourquoi la remettre en cause aujourd'hui ? », a demandé François Mitterrand. Ce serait un recul qui entraînerait le démantèlement des systèmes d'aide à la production cinématographique et audiovisuelle existants et dont nous devons encourager l'extension.

S'agissant du volet agricole du Cycle de l'Uruguay, le chef de l'Etat français a rappelé aux francophones que Paris « demande simplement la justice et l'égalité de traitement » car il n'est pas possible « de consentir à un accord mondial comportant des clauses léonines ».

Une langue de solidarité

Au moins sur le plan culturel, M. Boutros-Ghali, en se livrant à un éloge magistral des vertus de la langue française, est venu conforter l'appel de M. Mitterrand en faveur d'une « entité

francophone » s'exerçant notamment contre l'uniformisation du monde selon un moule unique. Sans citer jamais, évidemment, les Etats-Unis, le secrétaire général de l'ONU n'en a pas moins combattu sans ambiguïté l'idée d'un univers unilingue et monoculturel. Souhaitant que la francophonie « reste une idée subversive », il a engagé les francophones à défendre sans complexe cette « identité » dont lui-même se recommande, ne serait-ce que par « amour » d'une langue française dont « Victor Hugo avait très bien su dire qu'elle s'est donnée tout entière à l'humanité ».

Derrière le lyrisme, il y avait toute la conviction d'un homme parfaitement trilingue (arabe, français, anglais), qui avait défini naguère le français comme « langue non-alignée » et voudrait la voir demain « langue de solidarité ». Solidarité entre les peuples unis dans leur refus d'un univers homogénéisé.

Le Secrétaire général du Haut Conseil de la francophonie, le Français Stelio Farandjis, un

proche de François Mitterrand, a défini, à Maurice, trois points faibles dans le combat culturel mondial : la crise de l'enseignement en Afrique, l'engouement des chercheurs français pour l'usage de l'anglo-américain, le nombre insuffisant de multinationales culturelles francophones.

La presse en français de Port-Louis (80 % des médias écrits) a, quant à elle, tiré à boulets rouges sur l'américanomanie des Français : « Ecouter France Inter est une souffrance indescriptible pour un francophone » (L'Express, quotidien indépendant). Le magazine Korail a préféré souligner le coup de projecteur que le sommet de Maurice a envoyé sur la moins connue des francophonies, celle de l'Océan indien où quinze millions de locuteurs, soit environ le dixième du total mondial des francophones, sont répartis en six Etats ou entités (Madagascar, Maurice, Seychelles, Comores, Mayotte, la Réunion).

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

LE MONDE - 19 OCTOBRE 1993

19/10/93

12:19

AMB DU CDR 44432999

003

3/32